

Dijon, le 27/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



PPG ARCHITECTURAL

Usine de Genlis
Voie Romaine - ZA du Layer
21110 GENLIS

Références : 0005401097/2022-243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement PPG ARCHITECTURAL implanté Usine de Genlis Voie Romaine - ZA du Layer 21110 GENLIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PPG ARCHITECTURAL
- Usine de Genlis Voie Romaine - ZA du Layer 21110 GENLIS
- Code AIOT dans GUN : 0005401097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

PPG fait partie d'un groupe américain basé à Pittsburgh comptant 47 000 salariés à travers le monde. Le groupe compte 8 usines en France et son propre réseau de distribution.

PPG à Genlis est le premier fabricant de peintures en France (peinture, revêtement et enduit) pour les professionnels comme le grand public.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale SEVESO 100m

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entreposage interne des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 5.1.3.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Zonage interne à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.1.2	/	Sans objet
Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.6.4.	/	Sans objet
Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.6.6.2.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 5.1.8.	/	Sans objet
Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'étab	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.1.1.	/	Sans objet
Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.2.1.1.	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.3.3	/	Sans objet
« permis d'intervention » ou « permis de feu »	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.3.4.1.	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.6.2	/	Sans objet
Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.6.7.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site Société PPG est située dans la zone proche de la société ID Logistics.
 Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « Bande des 100 mètres » consistant à identifier les installations sensibles situées à proximité des sites Seveso.
 Au vue des quantités de déchets et de la gestion des produits stockés, le site n'est pas susceptible d'avoir des effets dominos sur le SEVESO voisin.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Entreposage interne des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 5.1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, entreposage interne des déchets
Prescription contrôlée : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets. Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
Constats : Les aires d'entreposage de déchets sont réalisées sur des aires étanches. Le hangar pour la collecte de déchets dangereux permet un tri selon la nature de déchets. Les emplacements des déchets sont bien décrits. En revanche, les bennes de déchets non-dangereux ne sont pas clairement décrites. Il est demandé à l'exploitant d'indiquer le contenu de chaque benne.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 5.1.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets produits par l'établissement
Prescription contrôlée : Article 5.1.8. Déchets produits par l'établissement Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont [...] : Déchets dangereux: Boues de décantation, Peinture aqueuse, Échantillons de peinture, Emballages métal DDM, Emballages plastiques souillés, Boues de station, Poudres, Eau + colorant, Déchets Amiantés, Batteries, Tubes néon, Huile entière Déchets non dangereux: Piles, Déchets divers, Sacs kraft, Cartons, Plastiques, Bois, Palettes, Ferrailles diverses, Emballages ferraille, Papier [...]
Constats : Lors de l'inspection seule la présence de déchets autorisés par l'arrêté préfectoral a été constatée. L'exploitant ne stocke plus de boues de station. Cette dernière n'est plus en fonctionnement. Uniquement le stockage de déchets bois (palettes), d'environ 60m3, se trouve du côté de l'installation ID Logistics (à environ 10m de la clôture qui sépare les deux sites).
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 71.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Pour les établissements relevant de l'arrêté du 10 mai 2000, le résultat de ce recensement est communiqué à Monsieur le Préfet avant le 31 décembre 2010 puis tous les 3 ans. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'exploitant est en mesure d'indiquer les quantités et la nature des produits sur le site. Un registre regroupant l'ensemble des produits avec leurs rubriques de la nomenclature ICPE y sont notées (1436, 1450, 4130, 4331, 4510, 4511). Le registre n'appelle pas de remarque.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zonage interne à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage interne à l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.
Constats : L'exploitant a identifié les zones ATEX sur son site via les plans détaillés réalisés en 2017 par le bureau d'étude AGMS. Il est demandé à l'exploitant d'identifier les éventuelles zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, ou d'émanations toxiques de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées sur le site. Un plan général de l'ensemble des ces zones est à réaliser.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.2.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage est assuré en permanence.
Constats : Un gardien est présent sur le site 24h sur 24h, 7 jours sur 7.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]
Constats : Le personnel est formé à l'utilisation des moyens d'extinction. La formation est renouvelée tous les 3 ans selon le document de suivi des formations présenté par l'exploitant.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.3.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, « permis d'intervention » ou « permis de feu »
Prescription contrôlée : Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.
Constats : Le permis de feu, qui peut être établi par 7 personnes du service maintenance clairement identifiées (qui reçoivent une formation spécifique sur les travaux avec point chaud), il se caractérise par : <ul style="list-style-type: none">• La durée de validité est de 12 heures ;• La nature des dangers en fonction de l'intervention est bien spécifiée sur le document ;• Les types de matériels qui peuvent être utilisés ainsi que les moyens de protection et de mise en œuvre figurent bien sur le permis ;• Une vérification de mise en sécurité de l'endroit d'intervention est réalisée avant le départ de l'entreprise sous-traitante (rangement des outils, et des moyens de protection) ;• L'exploitant procède également à une ronde de surveillance entre 30 minutes et 1h et 3h après la fin des travaux. La gestion de travaux par point chaud n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site dispose de 5 poteaux incendie qui sont indiqués par un affichage approprié. Lors de la visite du site, il a été constaté que les poteaux sont bien dégagés et facilement accessibles. La dernière vérification datant du 21 mars 2022 a été effectuée par Engie Solution. Les extincteurs ont été vérifiés le 15 novembre 2021 par Sicli. Le système de désenfumage a été vérifié le 24 juin et le 29 octobre 2021 par la société AEC. Les dates des contrôles sont inscrites sur un registre de sécurité.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.6.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par 5 poteaux incendie privés délivrant chacun à minima 90 m³/h et 4 puits incendie délivrant chacun à minima 30 m³/h. L'établissement est doté notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une pomperie incendie capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 420m³/h à une pression minimale de 1,2 bars ; • des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. • réserves en émulseur adaptés aux produits présents, de capacité de 200 litres au niveau de chaque poteau incendie, d'une capacité de 7000 litres au niveau de la zone B04 et 2200 litres au niveau des ateliers E02 et F01. Par ailleurs, les véhicules d'intervention sont munis de réserves en émulseur. • extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • un système d'extinction automatique d'incendie dopé en émulseur sur chacun des bâtiments H90 et H91 alimenté par une électropompe de 80 m³/h et un groupe motopompe diesel de 270 m³/h, avec une réserve en eau de 400 m³ ; • un système d'extinction automatique d'incendie sur les bâtiments D et F, alimenté par une réserve d'eau de 390 m³ ; • un système de détection automatique d'incendie ; • un véhicule de secours comportant 200 m de tuyaux placés sur dévidoirs et une lance génératrice à mousse, tractant un groupe motopompe assurant un débit minimal de 60 m³/h sous une pression de 10 bars et une portée minimale de 50 m ; • réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; • produits absorbant, boudins et tapis obturateur pour les avaloirs. <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Des exercices sont régulièrement organisés.</p> <p>Constats : - Concernant les poteaux incendie, les rapports présentés à l'Inspection mentionnent une conformité des débits sans préciser à quoi les débits sont conformes.</p> <p>Les mesures de débit en 2022 étaient les suivantes :</p> <p>68 m³/h, 74 m³/h, 76 m³/h, 66 m³/h, et 87 m³/h,</p> <p>En 2021 :</p> <p>54 m³/h, 89 m³/h, 90 m³/h, 105 m³/h, 113m³/h.</p> <p>Tous les débits mesurés ne sont pas conformes à l'article 7.6.4.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se conformer à l'arrêté préfectoral au sujet des débits.</p> <p>- Suite à l'inspection de 2020, l'exploitant a équipé sa réserve d'eau d'une alarme de niveau.</p> <p>- Lors de la visite du site, il a été constaté que le système de sprinklage est hors service (panne du clapet dans la bache incendie). L'exploitant a présenté le devis et le bon de commande datant du 20 mai 2022 pour la réalisation de travaux de réparation par la société SADE Compagnie Générale de Travaux d'Hydrauliques.</p> <p>- Par ailleurs, l'exploitant stocke dans le local du sprinkler des cartons et des papiers.</p> <p>Ce type de local ne devant contenir aucun produit combustible.</p> <p>- Lors de l'inspection, il a été constaté que les palettes sont entreposées directement contre le mur du bâtiment administratif. Ce type de stockage peut représenter un risque d'incendie pour l'exploitation. Il a été demandé à l'exploitant de déplacer les palettes en question.</p> <p>- L'exploitant est équipé d'un camion auto-pompe. Il est demandé à l'exploitant de justifier son</p>

état de marche et établir un plan de contrôle pour ce camion qui fait partie des moyens de lutte contre l'incendie. Par ailleurs, seulement 2 personnes sur le site possèdent aujourd'hui le permis poids lourd nécessaire pour conduire cet engin. Il est indispensable de disposer d'un nombre plus important de chauffeurs capables d'utiliser le camion auto-pompe.

Observations : {Non Renseigné}

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.6.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : Article Plan d'opération interne L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI et la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (PPI) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 1er du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement. Le POI est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir : <ul style="list-style-type: none">• la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI,• l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et des moyens d'intervention,• la formation du personnel intervenant,• l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,• la prise en compte des résultats lors de l'actualisation de l'étude de dangers,• la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,• la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le POI est en cours de révision. Lors de la visite du site, l'agent de l'accueil a eu du mal à retrouver l'exemplaire du POI. Il est indispensable que ce document soit facilement identifiable et disponible à tout moment. L'exploitant dispose d'un plan général du site affiché à l'accueil, mais il n'est pas suffisamment détaillé. Il a été constaté que certains éléments ne sont pas présents sur ce plan, notamment : <ul style="list-style-type: none">- les zones à risques incendie ;- les zones à risques ATEX ;- l'emplacement de la vanne de coupure d'alimentation du site en gaz ;- l'emplacement du réservoir de gasoil (pour la motopompe de sprinklage) ;- l'emplacement de stockage GPL ;- l'emplacement des vannes de mise en rétention pour des eaux de toiture ;- l'entrée principale et les entrées secondaires pour les pompiers ;- le local à inertage par gaz (local serveurs) ;- les murs coupe-feu. Il a été demandé à l'exploitant de compléter le plan du site.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.6.71.
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 970 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, aires de dépotage est collecté dans ce bassin de confinement équipé d'un déversoir d'orage placé en tête et les canalisations.</p> <p>Le bassin de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>D'autre part, la présence de points bas en divers endroit du site permet d'assurer en permanence une capacité totale de rétention des eaux incendie en cas d'accident de 2380 m3.</p>
Constats : Le bassin de confinement et la canalisation du site ont été vérifiés par la société SARP. (inspection télévisuelle) en 2020 et en 2021. Le rapport de 2020 a indiqué les réparations à effectuer, et le rapport de 2021 confirme bien que le système est étanche.
L'installation est équipée de 3 vannes de mise en rétention pour les eaux de pluie des toitures. Les vannes sont bien indiquées et accessibles.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet